

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**LOMBARD ODIER (EUROPE) S.A.**

Société de droit étranger au capital de 40 000 000 €  
Établissement de crédit agréé et sous la surveillance  
de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg  
Siège social : 291, route d'Arlon – L-1150 Luxembourg – Grand-Duché de Luxembourg  
B 169 907 RCS Luxembourg  
Succursale en France : 8, rue Royale – 75008 Paris  
803 905 157 R.C.S. Paris

**A. — Comptes annuels audités pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2024.****I. — Rapport des administrateurs.****Généralités**

Le cœur de métier de la Banque est la prestation de services de banque privée et de gestion de fortune à des familles fortunées en Europe par le biais de son réseau européen implanté au Luxembourg, en Belgique, en Espagne, en France, en Italie et au Royaume- Uni. A une échelle limitée, la Banque cible des gérants de patrimoine externes européens agréés du Luxembourg et de la Belgique et propose des facilités de crédit aux clients garanties par leurs portefeuilles d'actifs.

**Revue de l'exercice 2024 et attentes pour 2025**

Poursuivant la solide collecte d'actifs initiée en 2020, le levier opérationnel s'est renforcé davantage en 2024, générant un bénéfice statutaire pour la plateforme pour la troisième année consécutive.

Toutefois, notre performance opérationnelle 2024 présente un aspect contrasté entre le premier et le second semestre 2024. Au premier semestre, nous avons clairement souffert de l'aversion au risque de nos clients existants et potentiels, déclenchée par les conditions macroéconomiques (contexte géopolitique très incertain) et par des événements circonstanciés (tels qu'une performance d'investissement inférieure à la tendance parmi nos produits de gestion, problématique à laquelle nous nous sommes attaqués fin 2023 à la faveur d'une révision approfondie de notre allocation stratégique des actifs et de nos principales orientations en matière d'investissement). Vers le milieu de l'année, notre plateforme affichait un résultat en-deçà des attentes en termes de collecte d'actifs bien que les revenus soient en hausse, principalement grâce à des conditions favorables sur les marchés des actions. Cette tendance s'est complètement inversée au second semestre, durant lequel la forte amélioration de la performance de nos portefeuilles (superformant leurs indices de référence et leurs pairs), associée à des conditions toujours favorables sur les marchés des actions, nous a permis d'enregistrer de solides flux entrants nets d'actifs de la clientèle, qui se sont rapprochés de notre record historique.

Parallèlement, notre bilan (lui aussi solide, comme le prouve la stabilité de nos ratios réglementaires) a été repositionné de produits non rémunérés vers des produits rémunérés pour nos clients. Tout au long de 2024, la Banque a poursuivi les mesures visant la diversification de ses sources de financement, en proposant à ses clients des dépôts à terme, après avoir proposé des placements fiduciaires aux clients d'autres entités du Groupe Lombard Odier (le « Groupe » ou « Groupe LO ») en 2023. Ce changement a fait diminuer notre marge nette d'intérêt (-36 % par rapport à 2023), en raison de l'incidence de la rémunération de nos clients.

Comme au cours des exercices précédents, l'amélioration de nos résultats opérationnels a été réinvestie directement dans le recrutement de nouveaux membres au sein de nos équipes commerciales, ainsi que dans les fonctions de support, comme le montre la hausse de nos frais de personnel en 2024. Cette hausse découle à la fois des embauches de 2023 et de l'intégration de nouvelles recrues au sein des forces de vente tout au long de 2024. A la fin de l'exercice, notre plateforme comptait 223 employés.

A la fin de l'exercice, soutenue par la confiance de nos clients et par les performances favorables des marchés et du change, notre plateforme atteint un niveau record d'actifs de la clientèle et la Banque affiche un bénéfice net de EUR 12,92 millions.

En 2025, nous voulons poursuivre nos efforts pour intégrer les nouvelles recrues des deux dernières années au sein de nos équipes, qu'il s'agisse du personnel commercial ou des fonctions de support. Dans ce contexte, après deux années particulièrement difficiles en termes d'attraction et de fidélisation des talents dans nos principaux centres opérationnels, nous comptons renforcer nos équipes et réduire le taux de rotation, tout en poursuivant des investissements ciblés dans certains domaines, par exemple à Milan.

Nous prévoyons que le contexte mondial restera incertain en 2025 (guerre entre la Russie et l'Ukraine, conflit au Proche-Orient, nouvelles politiques économiques aux Etats-Unis), mais que la diminution de l'inflation entraînera un ajustement progressif des taux d'intérêt et une performance volatile des marchés, après les sommets atteints en 2024. Dans l'ensemble, 2025 pourrait être une année difficile sur les marchés sur lesquels nous évoluons, car les investissements tarderont à se traduire en flux entrants et, par conséquent, en revenus. De plus, nous anticipons que la marge nette d'intérêt devrait diminuer compte tenu de l'environnement global des taux d'intérêt et de la diversification de nos sources de

financement. Plus encore que les années précédentes, nous redoublerons de prudence en ce qui concerne les coûts au sein de nos activités.

Enfin, durant ces périodes d'instabilité géopolitique et d'imprévisibilité des marchés, nos ratios prudentiels sont tous restés supérieurs aux seuils réglementaires, et nos risques sont sous contrôle. Par conséquent, nous n'identifions pas à ce stade de risque remettant en cause la continuité de nos opérations. Nous continuons cependant à surveiller de près l'évolution de la situation et ses impacts.

### **Informations financières et non financières**

Les informations financières publiées dans les comptes annuels portent sur l'exercice arrêté au 31 décembre 2024 et couvrent les activités de la Banque au Luxembourg, ainsi que celles réalisées par le biais des succursales en Belgique, en Espagne, en France, en Italie et au Royaume-Uni. Les contributions des succursales au bilan total de la Banque (avant élimination des transactions interentreprises) sont les suivantes : Belgique 7,83 %, Espagne 2,22 %, France 3,05 %, Italie 0,05 % et Royaume-Uni 3,09 %. Cela inclut également le résultat de la fusion transfrontalière de Lombard Odier Gestión (España), SGIC, S.A.U. (« LO Gestión ») avec la Banque le 26 avril 2024, avec effet rétroactif aux fins comptables au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Les résultats financiers pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2024 se sont soldés par un bénéfice net de EUR 12'922'609 (2023 : bénéfice net de EUR 23'110'994). Au 31 décembre 2024, le bilan total s'élevait à EUR 3'124'578'462 (2023 : EUR 2'715'041'092). La croissance du bilan est imputable aux dépôts à terme des clients de la Banque et aux dépôts fiduciaires émanant de clients d'autres entités du Groupe. Au 31 décembre 2024, les capitaux propres s'élevaient à EUR 152'655'447 (2023 : EUR 129'732'838). Au 31 décembre 2024, le ratio de solvabilité, y compris le bénéfice net de 2024, s'élève à 21,6 % (2023 : 19,9 %), soit un taux dépassant les exigences réglementaires.

### **Gestion des risques**

La stabilité financière et un profil de risque faible sont des objectifs stratégiques du Groupe Lombard Odier. La Banque suit les mêmes principes en établissant une politique de gestion des risques prudente par une définition des niveaux de risque que la Banque est disposée à accepter pour chaque type de risque auquel elle est exposée dans le cadre de ses activités quotidiennes. La Banque mène ses activités principalement auprès de clients privés qui détiennent un compte auprès de la Banque et auxquels elle propose des services d'investissement et, dans certaines limites, des facilités de crédit, généralement adossées aux garanties de leur portefeuille. En plus de déposer le surplus de trésorerie auprès des banques centrales ou d'autres entités du Groupe, la Banque a investi dans des obligations de premier ordre, qui ont été approuvées par la Direction autorisée de la Banque. La Banque n'effectue aucune activité de trading pour compte propre.

Les risques sont surveillés de près par un système reposant sur trois lignes de défense, le premier niveau de contrôle étant situé au sein des unités opérationnelles. La deuxième ligne de défense est assurée de façon indépendante par une fonction gestion des risques centralisée, ainsi que par une fonction Compliance rassemblant des responsables de la conformité locaux, de chaque succursale. La fonction d'Audit interne complète le cadre de contrôle, en tant que troisième ligne de défense.

Conformément aux exigences réglementaires en place, la Banque procède à l'évaluation annuelle de son capital interne (« Internal Capital Adequacy Assessment Process » – ICAAP) et de sa liquidité (« Internal Liquidity Adequacy Assessment Process » – ILAAP), en tenant compte des risques spécifiques auxquels elle est exposée et qui ne sont pas nécessairement couverts de façon adéquate par les ratios réglementaires. Conformément aux réglementations applicables, la Banque publie également un rapport annuel spécifique « Pilier III » sur son site Internet.

Le profil de risque de la Banque est considéré comme faible, avec un cadre de contrôle et de surveillance adéquat. Dans ses processus d'évaluation interne, la Banque a identifié les principaux risques financiers suivants.

### **Risques de marché**

#### Risque de change

La Banque opère essentiellement dans les pays de l'Union européenne, au Royaume-Uni et en Suisse et utilise l'euro comme monnaie opérationnelle. Le risque de change de la Banque concerne principalement les positions et les transactions en francs suisses, en dollars américains et en livres sterling et, à une échelle limitée, dans d'autres devises qu'elle détient pour le compte des clients. En outre, un nombre limité d'opérations ou positions en monnaies étrangères se rapportent aux activités propres à la Banque, comme les swaps de trésorerie à des fins de gestion du bilan ou le règlement de factures en monnaie étrangère. Les positions en devises sont surveillées quotidiennement et en principe neutralisées au moyen de transactions avec d'autres entités du Groupe LO. La politique de risques de la Banque n'autorise que des positions restreintes en monnaies étrangères « overnight » dans le bilan de la Banque. Il est possible que le volet « au comptant » des swaps cambistes crée des positions en monnaies étrangères « overnight », mais celles-ci sont compensées par le volet « à terme ».

**Risque de cours**

La Banque détient dans son propre portefeuille un nombre limité d'obligations, considérées comme des « actifs liquides de haute qualité », en vue de satisfaire aux exigences en matière de liquidité et de solvabilité et de gérer le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (« Interest Rate Risk in the Banking Book » – IRRBB). Les positions sont en principe détenues jusqu'à l'échéance, le risque de cours est compensé par le rendement, le rendement à maturité étant positif.

**Risque de taux d'intérêt**

La Banque est exposée au risque de taux d'intérêt sur les actifs portant intérêt (principalement composés d'avoirs auprès des banques centrales, de crédits et avances consentis à la clientèle et aux établissements de crédit et du portefeuille d'investissement) et de dettes productives d'intérêts (essentiellement les engagements envers la clientèle et les établissements de crédit). La Banque n'a conclu aucun contrat sur des dérivés pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur les actifs/ passifs. Le Forum Assets & Liabilities de la Banque surveille le risque de taux d'intérêt dans le bilan de la Banque et détermine les éventuelles mesures d'atténuation à prendre. Le niveau de risque de taux d'intérêt est analysé par la Banque sur une base trimestrielle, conformément aux exigences de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF ») et de l'Autorité Bancaire Européenne (« ABE »). Ce niveau, par rapport au capital de la Banque, est tout à fait conforme aux seuils réglementaires.

**Risque de crédit, de contrepartie et de concentration**

La Banque présente une exposition relativement limitée au crédit client, qui découle principalement de son activité de crédit lombard. Conformément aux niveaux de tolérance au risque approuvés par la Banque, les prêts accordés aux clients sont en principe collatéralisés par des garanties liquides et diversifiées déposées dans les portefeuilles des clients auprès de la Banque. La politique de la Banque relative au risque de crédit et de contrepartie définit une approche prudente pour la valeur des garanties, et des contrôles quotidiens veillent à ce que, pour chaque groupe de crédit, les engagements ne dépassent pas les valeurs des garanties.

L'exposition au risque de contrepartie envers des institutions financières est gérée par des limites individuelles pour chaque contrepartie, qui font l'objet d'une surveillance constante. La Banque n'a recours qu'à des contreparties approuvées par le Groupe et le Comité de gestion des risques de la Banque. En outre, en dépit d'une certaine concentration sur un même émetteur (Kreditanstalt für Wiederaufbau, ou « Kf W »), le risque de contrepartie dans le portefeuille d'investissement est considéré comme faible, car la Banque investit exclusivement dans des actifs liquides de haute qualité.

La Banque place une grande partie des liquidités reçues des clients auprès d'autres entités du Groupe LO. L'exposition intragroupe qui en découle est surveillée et gérée de façon adéquate. Un cadre dédié (incluant des limites internes prédéfinies pour l'exposition intragroupe) a été mis en place.

Les risques de concentration dans le portefeuille de crédit (p. ex. expositions importantes), ainsi que les risques de concentration dans les actifs des clients utilisés comme garantie pour des crédits Lombard sont étroitement surveillés et gérés conformément aux limites internes et réglementaires.

**Risque en matière de liquidité et de financement**

Comme durant les exercices précédents, la Banque vise à maintenir un bilan solide et liquide. Elle n'a pas recours au financement extérieur, ses seules sources de financement étant toujours les dépôts des clients (ses propres clients ou ceux d'autres entités du Groupe LO), ainsi que ses fonds propres.

La situation de liquidité de la Banque est solide, comme le montrent ses principaux ratios de liquidités réglementaires, à savoir le ratio de couverture des besoins de liquidité (« LCR ») et le ratio de financement stable net (« NSFR »), qui dépassent tous les deux les limites réglementaires et les limites internes en vigueur.

La Banque peut effectuer des transactions intragroupe créant une asymétrie d'échéances dans le bilan, après avoir soigneusement évalué leur incidence sur ses ratios de liquidités réglementaires et son profil de risque de taux d'intérêt.

***Recherche et développement***

La Banque n'effectue aucune activité dans le domaine de la recherche et du développement.

***Acquisition d'actions propres***

La Banque n'a acquis aucune de ses actions au cours de l'exercice sous revue.

***Evénements postérieurs à la clôture***

Il n'existe aucun événement postérieur à la clôture nécessitant un ajustement ou une communication dans les comptes annuels au 31 décembre 2024.

**Image fidèle**

Les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2024 donnent une image fidèle des transactions et des positions financières.

Le 27 mars 2025  
Au nom du Conseil d'administration

F. Rochat

J. Desmeules

**II. — Rapport d'audit**

Au Conseil d'Administration de Lombard Odier (Europe) S.A.

Rapport sur l'audit des comptes annuels

**Notre opinion**

A notre avis, les comptes annuels ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière de Lombard Odier (Europe) S.A. (la « Banque ») au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

**Ce que nous avons audité**

Les comptes annuels de la Banque comprennent :

- le bilan au 31 décembre 2024 ;
- les postes hors bilan au 31 décembre 2024 ;
- le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date ; et
- les notes aux comptes annuels, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit en conformité avec le Règlement (UE) N° 537/2014, la Loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la Loi du 23 juillet 2016) et les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Les responsabilités qui nous incombent en vertu du Règlement (UE) N° 537/2014, de la Loi du 23 juillet 2016 et des normes ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Nous sommes indépendants de la Banque conformément au code international de déontologie des professionnels comptables, y compris les normes internationales d'indépendance, publié par le Comité des normes internationales d'éthique pour les comptables (le Code de l'IESBA) tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

Au mieux de notre connaissance et en toute bonne foi, nous confirmons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits tels que visés par l'Article 5(1) du Règlement (UE) N° 537/2014.

Les services fournis en plus de l'audit légal tant à la Banque qu'à sa ou ses filiales, lorsqu'applicable, pour l'exercice clos à cette date, sont mentionnés dans la note 22 des comptes annuels.

**Questions clés de l'audit**

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des comptes annuels de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

**Question clé de l'audit**

**Reconnaissance des commissions perçues dont le calcul est considéré comme manuel**

Comme indiqué dans le compte de profits et pertes, les commissions perçues s'élèvent à 82 223 266 EUR pour l'exercice clos au 31 décembre 2024.

Les processus liés à la comptabilisation des revenus de la Banque sont pour la plupart automatisés.

Toutefois, les commissions perçues comprennent un montant important de commissions perçues qui impliquent un certain degré de traitement manuel dans le processus de comptabilisation et de facturation. Pour l'exercice clos au 31 décembre 2024, ces commissions représentent 9 % du total des commissions perçues.

Cette partie du revenu est considérée comme une question clé de l'audit en raison de son caractère significatif sur le revenu net des commissions et du risque d'erreur lié aux opérations comptabilisées via une saisie manuelle.

**Comment notre audit a répondu à cette question clé**

Nous avons acquis une compréhension des processus et des contrôles de la Banque concernant les commissions perçues qui impliquent un certain degré de traitement manuel dans le processus de comptabilisation et de facturation.

Nous avons effectué des tests de procédures et des contrôles de substance sur ces commissions. Nos travaux ont inclus les éléments suivants :

- Evaluation des contrôles généraux informatiques pertinents tels que la gestion des changements et la gestion des accès aux programmes et aux données relatifs aux applications utilisées pour la comptabilisation et la facturation des commissions perçues ;
- Inspection du rapport de contrôle (ISAE 3402 - rapport de type II) préparé et émis par un auditeur externe indépendant sur les contrôles pertinents en rapport avec les informations servant de base au calcul des commissions ;
- Vérification du caractère approprié de la configuration des paramètres de frais de commission dans le système sur la base d'un échantillon de conditions tarifaires ;
- Inspection de l'application du « principe des quatre yeux » sur le calcul des commissions perçues calculées manuellement par la Banque ;
- Obtention d'éléments probants, sur la base d'un échantillon, corroborant les commissions calculées manuellement et comptabilisées dans les commissions perçues.

**Autres informations**

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations présentées dans le rapport des administrateurs mais ne comprennent pas les comptes annuels et notre rapport d'audit sur ces comptes annuels.

Notre opinion sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des comptes annuels, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les comptes annuels ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

**Responsabilités du Conseil d'Administration pour les comptes annuels**

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des comptes annuels conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider la Banque ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

**Responsabilités du Réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des comptes annuels**

Les objectifs de notre audit sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la Loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait

exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la Loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener la Banque à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des comptes annuels, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les comptes annuels représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités de la Banque pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les comptes annuels. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Parmi les questions communiquées aux responsables du gouvernement d'entreprise, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des comptes annuels de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication.

#### Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport des administrateurs est en concordance avec les comptes annuels et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Nous avons été désignés en tant que Réviseur d'entreprises agréé par le Conseil d'Administration en date du 5 décembre 2024 et la durée totale de notre mission sans interruption, y compris les reconductions et les renouvellements précédents, est de 13 ans.

Luxembourg, le 27 mars 2025  
PricewaterhouseCoopers, Société coopérative  
Représentée par  
Nicolas Grillot

Uniquement la version anglaise du présent rapport a été auditée. En cas de différences entre la version anglaise et la traduction, la version anglaise prévaut.

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, 2 rue Gerhard Mercator, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg T : +352 494848 1, F : +352 494848 2900, [www.pwc.lu](http://www.pwc.lu)

Cabinet de révision agréé. Expert-comptable (autorisation gouvernementale n°10028256)

R.C.S. Luxembourg B 65 477 - TVA LU25482518

**B. — Comptes annuels**

pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2024

**I. – Bilan au 31 décembre 2024**

(En euros.)

<b>Actif</b>	<b>Notes</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	4.2.1, 5	226'412'355	796'723'841
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales			
- Autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales	4.2.1, 6	222'321'373	220'513'823
Crédits et avances consentis aux établissements de crédit			
- à vue	4.2.1, 7.2	670'625'417	317'862'823
- autres prêts et avances	4.2.1, 7.2	1'344'175'934	715'797'655
Crédits et avances consentis à la clientèle	4.2.1	590'586'513	576'959'724
Instruments financiers dérivés	4.2.2, 4.5	14'899'566	33'266'370
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe			
- des émetteurs publics	4.2.1, 6	28'841'220	27'037'695
Parts dans des entreprises liées	4.2.1, 7.1	-	1'188'000
Actifs corporels	8	4'952'151	2'670'463
Autres actifs*	9	5'024'129	1'639'575
Comptes de régularisation*	10	16'739'804	21'381'123
<b>Total des actifs</b>	<b>18</b>	<b>3'124'578'462</b>	<b>2'715'041'092</b>

\* Les chiffres comparatifs sur les autres actifs et les comptes de régularisation ont été ajustés pour permettre une comparaison avec les chiffres 2024

<b>Passif</b>	<b>Notes</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Dettes envers des établissements de crédit			
- à vue	4.2.1, 7.2	1'880'934	4'421'150
- à terme ou à préavis	4.2.1, 7.2	1'704'117'258	1'435'350'614
Dettes envers la clientèle			
- autres dettes :			
- à vue	4.2.1, 7.2	881'036'948	1'057'456'766
- à terme ou à préavis	4.2.1, 7.2	325'951'547	14'072'000
Instruments financiers dérivés	4.2.2, 4.5	11'599'636	31'127'076
Autres passifs	11	13'002'687	11'312'580
Comptes de régularisation	12	15'800'718	9'208'102
Provisions			
- provisions pour impôts	13	1'736'715	7'148'138
- autres provisions	13	16'796'572	15'211'828
Capital souscrit	14, 17	40'000'000	40'000'000
Réserve de prime d'émission	15, 17	62'125'481	52'125'481
Réserves	16, 17	9'650'000	6'250'000
Bénéfice (perte) reporté(e)	17	27'957'357	8'246'363
Bénéfice de l'exercice	17	12'922'609	23'110'994
<b>Total des passifs</b>	<b>18</b>	<b>3'124'578'462</b>	<b>2'715'041'092</b>

L'annexe fait partie intégrante des présents comptes annuels.

**II. – Postes hors bilan au 31 décembre 2024**



(En euros.)	Notes	2024	2023
Passifs éventuels	19.1	37'101'066	37'895'225
Dont :			
- cautionnements et actifs donnés en garantie		37'101'066	37'895'225
Opérations fiduciaires		315'731'616	376'910'614

### III. – Compte de profits et pertes pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2024

(En euros.)	Notes	2024	2023
Intérêts et produits assimilés	20.1	118'359'055	68'572'701
- sur valeurs mobilières à revenu fixe		3'216'306	3'192'051
Intérêts et charges assimilées	20.1	(92'793'685)	(28'730'378)
Commissions perçues	20.1	82'223'266	72'577'538
Commissions versées	20.1	(10'068'105)	(9'554'247)
Bénéfice net ou perte nette sur les opérations financières	20.2	1'139'002	(49'599)
Autres produits d'exploitation	7.1, 20.3	6'563'802	3'001'849
Frais généraux administratifs		(82'776'683)	(72'316'269)
- frais de personnel	21	(57'905'156)	(50'926'335)
dont :			
- salaires et traitements		(43'901'973)	(38'948'211)
- charges sociales		(11'138'597)	(9'862'769)
dont : charges couvrant les pensions		(3'063'290)	(2'780'996)
- autres frais administratifs*	20.4	(24'871'527)	(21'389'934)
Corrections de valeur sur les actifs incorporels et les actifs corporels	8	(710'137)	(490'113)
Impôts sur le résultat	23	(6'295'813)	(7'391'914)
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus*	24	(2'333'845)	(2'718'018)
Bénéfice (Perte) provenant des activités ordinaires, après impôts		13'306'857	22'901'550
Produits exceptionnels	20.5	149'695	286'007
Charges exceptionnelles	20.5	(533'943)	(76'563)
Bénéfice ou perte exceptionnel(le)		(384'248)	209'444
Bénéfice de l'exercice		12'922'609	23'110'994

\* Les chiffres comparatifs sur les autres frais administratifs et les autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus ont été ajustés pour permettre une comparaison avec les chiffres 2024.

### IV. – Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2024

#### 1. – Généralités

Lombard Odier (Europe) S.A. (la « Banque » ou « LOESA ») a été établie dans le Grand-Duché de Luxembourg le 25 juin 2012 sous le statut de société anonyme. Le 24 septembre 2014, la Banque a reçu l'agrément du ministère des Finances qui lui confère le statut d'établissement de crédit. Les activités au Luxembourg s'inscrivent dans le prolongement de la succursale qui opérait au Luxembourg depuis la Belgique. Au 1<sup>er</sup> décembre 2012, la Banque a opéré une fusion transfrontalière avec Lombard Odier Darier Hentsch & Cie (Belgique) S.A., à l'issue de laquelle cette dernière société a cessé d'exister et les activités en Belgique ont été poursuivies par la succursale de la Banque fondée au Luxembourg. Au 31 décembre 2012, la Banque a opéré une fusion transfrontalière avec Lombard Odier & Cie (Nederland) N.V., à l'issue de laquelle cette dernière société a cessé d'exister et les activités aux Pays-Bas ont été poursuivies par la succursale de la Banque fondée au Luxembourg. Au 1<sup>er</sup> novembre 2013, la Banque a opéré une fusion transfrontalière avec Lombard Odier & Cie (España) S.A. S.V., à l'issue de laquelle cette dernière société a cessé d'exister et les activités en Espagne ont été poursuivies par la succursale de la Banque fondée au Luxembourg. Au 1<sup>er</sup> décembre 2013, la Banque a opéré une fusion transfrontalière avec Lombard Odier Darier Hentsch (UK) Limited, à l'issue de laquelle cette dernière société a cessé d'exister et les activités au Royaume-Uni ont été poursuivies par la succursale de la Banque fondée au Luxembourg. Au 31 décembre 2014, la Banque a opéré une fusion transfrontalière avec Lombard Odier & Cie (France) S.A., à l'issue de laquelle les activités de cette entité juridique ont été poursuivies par l'établissement d'une succursale de Lombard Odier (Europe) S.A. en France. Cette fusion est entrée en vigueur avec effet rétroactif aux fins comptables au 1<sup>er</sup> octobre 2014. En 2015, la filiale Lombard Odier Gestion (France) a fusionné avec Lombard Odier (Europe) S.A., en conséquence de quoi la première société a cessé d'exister. La fusion a eu lieu le 31 décembre 2015 et a pris effet avec effet rétroactif aux fins comptables au 1<sup>er</sup> janvier 2015. En 2016, la Banque a établi une succursale à Milan, en Italie. Le 1<sup>er</sup> novembre 2017, la

Banque a conclu une convention de vente et d'achat avec InsingerGilissen Bankiers N.V. portant sur la vente de ses services de banque privée et de gestion de fortune dédiés à sa clientèle privée aux Pays-Bas.

La vente de l'entreprise a eu lieu le 1<sup>er</sup> juin 2018 et la succursale aux Pays-Bas a été liquidée en avril 2020. Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2021, la succursale britannique Lombard Odier (Europe) S.A. - UK Branch est approuvée et reconnue par la Financial Conduct Authority

(« FCA ») et la Prudential Regulation Authority (« PRA ») en tant que « Third Country Branch with banking authorisation to carry out business in the United Kingdom » (succursale dans un pays tiers bénéficiant d'un agrément bancaire lui permettant d'exercer des activités au Royaume-Uni). La Banque détenait 100 % de Lombard Odier Gestión (España), S.G.I.I.C, S.A.U., une filiale située à Madrid en Espagne, jusqu'à la fusion transfrontalière des deux entités le 26 avril 2024, avec effet rétroactif aux fins comptables au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

### **Modification des statuts**

La Banque a été constituée par un acte passé devant le notaire Henri Hellinckx, résidant au Luxembourg, le 25 juin 2012, publié dans le Mémorial C, recueil spécial des sociétés et associations, n° 1931 le 3 août 2012, dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois le 23 novembre 2021.

Le cœur de métier de la Banque est la prestation de services de banque privée et de gestion de fortune. La Banque possède des succursales opérationnelles en Belgique, en Espagne, en France, au Royaume-Uni et en Italie. La Banque est détenue à 100 % par LO Holding S.A. en Suisse.

### **Structure du Groupe**

La Banque appartient au Groupe Lombard Odier (le « Groupe » ou « Groupe LO »). La société faîtière de ce Groupe est la Compagnie Lombard Odier ScmA, dont le siège est à Genève, en Suisse (la « société faîtière »).

### **Exercice financier**

L'exercice financier porte sur l'ensemble de l'année civile, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

### **Sociétés du Groupe**

Les transactions intersociétés, les opérations d'achat et de vente avec des sociétés du Groupe sont opérées et comptabilisées dans des conditions de concurrence normale.

### **Conseil d'administration**

Au 31 décembre 2024, le Conseil d'administration est composé des membres suivants :

- M. Frédéric Rochat (Président du Conseil)
- M. Denis Pittet (Vice-président du Conseil)
- M. Carl Verbrugge
- M. David Garrido
- M. Gérard Felley
- M. Julien Desmeules
- M. Victor Stephen Kamp
- Mme Sylvie Testa.

Au 31 décembre 2024, la Direction autorisée est composée des membres suivants :

- M. Stéphane Herrmann
- Mme Jessica Rabut
- M. Nicolas Denis
- M. Aris Athanasios Ktenas.

## **2. – Présentation des chiffres de l'exercice précédent**

Les chiffres comparatifs du bilan relatifs aux autres actifs et aux comptes de régularisation ont été ajustés pour permettre une comparaison avec les chiffres de l'exercice de référence. Un montant de EUR 72'587 a été reclassé du poste autres actifs au poste comptes de régularisation. Un montant de EUR 2'718'018 a été reclassé dans le compte de profits et pertes pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2023, du poste autres frais administratifs au poste autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus, afin de permettre la comparaison avec les chiffres de l'exercice de référence.

Ces reclassifications n'ont aucun impact sur le revenu net ou les capitaux propres.

### 3. – Récapitulatif des principes comptables et des règles d'évaluation clés

#### 3.1. – Principes d'établissement

Les présents comptes annuels ont été établis en accord avec la législation et les principes comptables généralement acceptés dans le secteur bancaire du Grand-Duché de Luxembourg. Les principes comptables et d'évaluation sont déterminés et appliqués par le Conseil d'administration, à l'exception de ceux qui sont définis par la loi modifiée du 17 juin 1992 (la « Loi »). La Banque, en appliquant le régime comptable mixte (LUX GAAP avec « options IAS ») prévu par la circulaire CSSF 08/340, telle que modifiée, fixe la valeur de ses instruments financiers dérivés en se référant à la juste valeur.

L'établissement des comptes annuels impose d'utiliser certaines estimations comptables importantes. Le Conseil d'administration doit également faire valoir son opinion dans l'application des principes comptables. Les changements apportés aux hypothèses peuvent avoir un impact important sur les comptes annuels au cours de la période durant laquelle les hypothèses ont changé. Le Conseil d'administration considère que les hypothèses sous-jacentes sont pertinentes et que les comptes annuels donnent une image fidèle de la situation financière et des résultats.

La Banque effectue des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant. Les estimations et les opinions sont constamment évaluées et fondées sur l'expérience historique et d'autres facteurs, dont les projections de futurs événements considérés comme plausibles au regard du contexte.

Au 31 décembre 2024, la Banque a examiné les conditions économiques actuelles. La Banque a conclu que les critères d'établissement des états financiers et les principes comptables existants sont appropriés au 31 décembre 2024 et pour l'exercice arrêté à cette date.

La Banque est incluse dans les comptes consolidés de Compagnie Lombard Odier ScmA, une société en commandite par actions de droit suisse constituée à Genève, dont le siège social est situé 18, rue de la Corraterie, CH-1204 Genève, formant le groupe d'entreprises le plus grand et le plus petit dont la Banque fait partie. Les comptes consolidés 2023 ont été publiés le 28 avril 2024. Les comptes consolidés 2024 n'ont pas encore été publiés. Ces comptes seront disponibles sur le site Internet : [www.lombardodier.com](http://www.lombardodier.com).

#### 3.2. – Monnaies étrangères

Les comptes annuels sont établis dans la monnaie du capital social (« euro » ou « EUR »). La Banque a adopté un système comptable multidevises qui comptabilise les opérations réalisées dans une autre monnaie que celle du capital social. Pour l'établissement des comptes annuels, les montants en monnaies étrangères sont convertis en EUR sur la base suivante :

##### 3.2.1. – Opérations au comptant

Les actifs et les passifs libellés dans une monnaie étrangère sont convertis en EUR aux taux de change au comptant en vigueur à la date du bilan.

Les immobilisations autres que les immobilisations financières, qui ne sont pas couvertes sur les marchés à terme ou au comptant sont toutefois converties en EUR au taux en vigueur à leur date d'acquisition. Les opérations au comptant sur devises non réglées sont converties en EUR au cours au comptant en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis dans la monnaie du capital social au taux en vigueur à la date de la transaction, sauf pour les transactions portées au bilan de la succursale britannique, lesquelles sont converties en EUR au taux de change moyen mensuel pour la paire GBP/EUR.

##### 3.2.2. – Opérations à terme

Les opérations de change à terme non réglées sont converties en EUR au cours à terme en vigueur à la date du bilan pour l'échéance résiduelle.

Pour les transactions économiques couvertes, les pertes de change résultant d'une réévaluation viennent en déduction des gains réalisés.

##### 3.2.3. – Gains et pertes de change

Les gains et les pertes de change réalisés sur toutes les transactions, les gains et pertes de change latents sur les transactions couvertes et les pertes latentes sur les transactions non couvertes sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes.

### 3.3. – Crédits et avances

Les crédits et avances sont comptabilisés à leur prix d'origine. En application de la politique de la Banque, des corrections de valeur doivent être constituées pour les créances compromises au gré des circonstances et pour les montants fixés par le Conseil d'administration. Ces correctifs de valeur sont déduits des postes de l'actif concerné et ne doivent pas être maintenus si les raisons pour lesquelles ils ont été portés au bilan ne sont plus valables.

### 3.4. – Instruments financiers dérivés

La Banque utilise des instruments financiers dérivés principalement dans les opérations associées au compte des clients. Afin d'éviter tous risques liés aux opérations pour le compte des clients, la Banque conclut des transactions adossées avec Banque Lombard Odier & Cie SA.

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur selon le principe de la date de conclusion, puis sont réévalués ultérieurement à leur juste valeur. Tous les dérivés sont comptabilisés parmi les actifs lorsque la juste valeur est positive et comme passifs lorsque la juste valeur est négative. S'agissant des contrats dérivés négociés en bourse pour le compte des clients, seule la partie des valeurs de remplacement dépassant les appels de marge est comptabilisée au bilan. Les variations de valeur sont comptabilisées en résultat. Les impôts différés y afférents sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes au poste « Impôts sur le résultats ».

### 3.5. – Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe, y compris les autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales

Le portefeuille d'investissement comprend des valeurs mobilières à revenu fixe, qui ont vocation à être conservées à long terme dans le cadre normal des activités de la Banque.

Les valeurs mobilières à revenu fixe possédant les caractéristiques des immobilisations financières sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition. Une correction de la valeur est effectuée lorsque le Conseil d'administration estime que la valeur a durablement baissé. Ce montant est déduit du poste de l'actif correspondant et ne doit pas être maintenu si les raisons ne sont plus valables.

La prime résultant de l'achat de valeurs mobilières à revenu fixe à un prix supérieur au montant remboursable à l'échéance est inscrite au compte de profits et pertes sur la base du coût amorti.

L'escompte résultant de l'achat de valeurs mobilières à revenu fixe à un prix inférieur au montant remboursable à l'échéance est comptabilisé dans les produits sur la base du coût amorti.

### 3.6. – Parts dans des entreprises liées

Les parts dans des entreprises liées qui possèdent les caractéristiques des immobilisations financières sur lesquelles la Banque exerce une influence notable sont évaluées à leur coût d'acquisition. Une correction de la valeur est effectuée lorsque le Conseil d'administration juge qu'une dépréciation durable de la valeur existe. Ce montant est déduit du poste de l'actif correspondant et ne doit pas être maintenu si les raisons ne sont plus valables.

Au 31 décembre 2024, la Banque ne détient plus aucune filiale.

### 3.7. – Actifs corporels

Les actifs corporels sont comptabilisés au coût d'acquisition historique, sauf pour les actifs corporels de la succursale britannique pour lesquels la valeur est convertie en EUR à la date d'établissement des comptes. Le coût d'acquisition comprend également les frais acquittés pour acheter les actifs. Le coût d'acquisition des actifs corporels dont l'utilisation est limitée dans le temps est amorti de façon linéaire sur l'ensemble de la durée d'utilisation.

En cas de baisse durable de la valeur, les actifs corporels sont soumis à des corrections de valeur, que leur utilisation soit limitée dans le temps ou non. La comptabilisation à la valeur inférieure n'est pas conservée si les raisons pour lesquelles la valeur a été corrigée ne sont plus valables.

Les actifs corporels sont utilisés par la Banque pour ses propres opérations. Les actifs corporels autres que les terrains sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation estimée aux taux suivants :

	Durées d'utilisation estimées	Pourcentage de dépréciation
Travaux d'aménagement sur immeubles	5 à 10 ans	10 % à 20 %
Immeubles	5 à 10 ans	10 % à 20 %
Matériel de bureau	5 à 10 ans	10 % à 20 %
Matériel informatique	3 à 5 ans	20 % à 33 %

### 3.8. – Autres actifs et comptes de régularisation

Les autres actifs et comptes de régularisation sont comptabilisés à la valeur nominale. Des corrections de valeur sont effectuées si elles sont jugées nécessaires par le Conseil d'administration. Elles sont déduites des actifs concernés et ne sont pas maintenues si les raisons ne sont plus valables.

### 3.9. – Engagements

Les engagements sont comptabilisés au passif au montant de remboursement. Lorsque le montant du remboursement est inférieur au montant enregistré, la différence peut être comptabilisée comme un actif et amortie sur l'ensemble de l'échéance de la dette.

### 3.10. – Provisions

La Banque peut constituer des provisions destinées à couvrir les pertes ou passifs dont la nature est clairement définie et qui sont, à la date du bilan, certains ou susceptibles d'être encourus, mais dont le montant ou la date de survenance sont incertains.

### 3.11. – Transactions avec des parties liées

La Banque réalise diverses opérations avec des entités du Groupe Lombard Odier, concernant, notamment, le traitement des transactions, les services de dépôt de titres, l'utilisation du service informatique, l'audit interne, le détachement de personnel, le partage de fonctions de support, le placement de positions de trésorerie ainsi que le refinancement de crédits accordés aux clients. Toutes les opérations sont réalisées dans des conditions de pleine concurrence.

## 4. – Analyse des instruments financiers

### 4.1. – Stratégie reflétant le recours aux instruments financiers

En général, la Banque effectue des opérations sur des instruments financiers dérivés à l'initiative de ses clients. Toutes les opérations réalisées pour le compte de clients sont automatiquement transférées à la Banque Lombard Odier & Cie SA. La Banque prend également des positions sur dérivés pour son propre portefeuille, à des fins de gestion du bilan. Le portefeuille d'instruments financiers non dérivés sert à couvrir les besoins de liquidités de la Banque.

### 4.2. – Analyse des instruments financiers

#### 4.2.1. – Informations sur les instruments financiers primaires

Le tableau ci-dessous analyse le niveau des instruments financiers primaires de la Banque, en termes de montant comptable et de structure d'échéance selon la période restante entre la date du bilan et la date d'échéance contractuelle.

<b>Analyse des instruments financiers – Instruments non négociables primaires 2024 (En euros.)</b>	<b>Moins de 3 mois</b>	<b>Entre 3 mois et 1 an</b>	<b>Entre 1 et 5 ans</b>	<b>Plus de 5 ans</b>	<b>Aucune échéance</b>	<b>Total</b>
Catégorie d'instruments (actifs financiers)						
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	226'412'355					226'412'355
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales	-	49'433'000	172'888'373			222'321'373
Crédits et avances consentis aux établissements de crédit	1'478'485'174	265'651'224	270'664'953			2'014'801'351
Crédits et avances consentis à la clientèle	493'586'595	96'999'918				590'586'513
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	-	-	28'841'220	-	-	28'841'220
Parts dans des entreprises liées	-	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers non négociables primaires	2'198'484'124	412'084'142	472'394'546			3'082'962'812
Catégorie d'instruments (dettes financières)						
Dettes envers des établissements de crédit	1'539'615'027	166'383'165				1'705'998'192
Dettes envers la clientèle	1'194'045'202	12'943'293				1'206'988'495
Total des passifs financiers non négociables primaires	2'733'660'229	179'326'458				2'912'986'687

  

<b>Analyse des instruments financiers – Instruments non négociables primaires 2023 (En euros.)</b>	<b>Moins de 3 mois</b>	<b>Entre 3 mois et 1 an</b>	<b>Entre 1 et 5 ans</b>	<b>Plus de 5 ans</b>	<b>Aucune échéance</b>	<b>Total</b>
Catégorie d'instruments (actifs financiers)						
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	796'723'841					796'723'841
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales	-	-	220'513'823			220'513'823
Crédits et avances consentis aux établissements de crédit	693'933'687	338'419'224	1'307'567			1'033'660'478

Crédits et avances consentis à la clientèle	414'502'576	162'457'148				576'959'724
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	-	-	27'037'695	-	-	27'037'695
Parts dans des entreprises liées	-	-	-	-	1'188'000	1'188'000
Total des actifs financiers non négociables primaires	1'905'160'104	500'876'372	248'859'085	-	1'188'000	2'656'083'561
Catégorie d'instruments (dettes financières)						
Dettes envers des établissements de crédit	1'234'308'440	204'870'374	592'950			1'439'771'764
Dettes envers la clientèle	1'067'456'766	4'072'000				1'071'528'766
Total des passifs financiers non négociables primaires	2'301'765'206	208'942'374	592'950			2'511'300'530

Les instruments négociables primaires (instruments financiers dérivés) sont analysés à la note 4.2.2.

#### 4.2.2. – Informations sur les instruments financiers dérivés

##### 4.2.2.1. – Description des dérivés utilisés

La Banque souscrit les instruments dérivés suivants dans le cadre des transactions réalisées pour le compte de ses clients, lesquelles sont automatiquement transposées auprès de Banque Lombard Odier & Cie SA à Genève :

- les transactions à terme sur devises (forwards ou futures) sont des obligations contractuelles d'acheter ou de vendre des monnaies étrangères à une date ultérieure à un prix spécifié ;
- les swaps de change désignent l'achat et la vente simultanés de montants identiques d'une monnaie en échange d'une autre avec deux dates de valeur différentes et à des cours différents (au comptant ou à terme) ;
- les options sur devises donnent le droit et non l'obligation, au propriétaire d'acheter ou de vendre une monnaie, à une date déterminée, à un taux de change convenu à l'avance ;
- les futures sur taux d'intérêt sont des contrats à terme avec un instrument sous-jacent qui paie des intérêts ;
- les futures sur titres de participation ou indices sont des contrats d'achat ou de vente de l'actif sous-jacent à une date future et à un prix déterminé ;
- les options (exchange-traded ou de gré à gré) sur des titres de participation ou des indices donnent au propriétaire le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre un titre de participation ou un indice à un prix convenu d'avance à une date déterminée.

La Banque prend également des swaps de change pour son propre portefeuille, à des fins de gestion du bilan.

##### 4.2.2.2. – Analyse des dérivés

Le tableau ci-dessous analyse le niveau des instruments financiers dérivés de la Banque.

Le tableau, qui indique le niveau d'activité des instruments utilisés pour le compte de ses clients ou pour son propre portefeuille, présente les valeurs notionnelles et les justes valeurs pour chaque catégorie d'instruments et les divise en groupes selon leur échéance résiduelle.

Analyse des instruments financiers – Instruments dérivés 2024 (En euros.)	Contrat/ montant notionnel	Moins de 3 mois		Entre 3 mois et 1 an		Plus de 1 an		Total	
		Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers
Instruments de taux									
Futures	55'897'037	-	-	-	-	-	-	-	-
Monnaies / Métaux précieux / Matières premières									
Contrats à terme	112'990'068	1'531'934	1'486'330	211'508	203'083	-	-	1'743'442	1'689'413
Swaps	260'166'529	3'667'525	453'587	3'256'844	3'224'881	-	-	6'924'369	3'678'468
Futures	183'119'399	-	-	-	-	-	-	-	-
Options (OTC*)	100'887'687	794'425	794'425	-	-	-	-	794'425	794'425
Titres de participation / Indices									
Futures	15'115'984	-	-	-	-	-	-	-	-
Options (exchange-traded)	130'140'486	4'657'478	4'657'478	779'852	779'852	-	-	5'437'330	5'437'330
Options (OTC*)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	858'317'190	10'651'362	7'391'820	4'248'204	4'207'816	-	-	14'899'566	11'599'636

\* De gré à gré

Analyse des instruments financiers – Instruments dérivés 2023 (En euros.)	Contrat/ montant notionnel	Moins de 3 mois		Entre 3 mois et 1 an		Plus de 1 an		Total	
		Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers
Instruments de taux									
Futures	72'515'328	-	-	-	-	-	-	-	-
Monnaies / Métaux précieux / Matières premières									
Contrats à terme	1'794'134'131	25'710'635	25'467'560	785'788	757'519	-	-	26'496'423	26'225'079
Swaps	631'912'640	3'508'029	1'650'433	181'254	170'900	-	-	3'689'283	1'821'333

Futures	475'248'561	-	-	-	-	-	-	-	-
Options (OTC*)	658'597	11'019	11'019	-	-	-	- 11'019	11'019	-
Titres de participation / Indices									
Futures	12'835'027	-	-	-	-	-	-	-	-
Options (exchange-traded)	329'688'883	931'965	931'965	444'545	444'545	1'093'162	1'093'162	2'469'672	2'469'672
Options (OTC*)	98'756'711	599'973	599'973	-	-	-	-	599'973	599'973
Total	3'415'749'878	30'761'621	28'660'950	1'411'587	1'372'964	1'093'162	1'093'162	33'266'370	31'127'076

\* De gré à gré

### 4.3. – Risque de crédit

#### 4.3.1. – Description du risque de crédit

La Banque est exposée au risque de crédit, lequel correspond à l'incapacité d'une contrepartie à payer les sommes dans leur intégralité à la date d'échéance. Le risque de crédit est considéré comme limité et comprend principalement les avoirs détenus auprès d'autres institutions financières, les investissements dans des obligations de première qualité et les facilités de crédit consenties à la clientèle par le biais de crédits lombard (y compris les prêts, les découverts, les limites de négoce et les garanties). La Banque ne fait appel à des institutions financières comme contreparties qu'après avoir obtenu l'accord du Groupe et du Comité de gestion des risques de la Banque qui définit également l'exposition maximale à une même contrepartie à l'échelle de la Banque.

Pour les facilités de crédit consenties à la clientèle par le biais de crédits lombard (y compris les prêts, les découverts, les limites de négoce et les garanties), un collatéral suffisant est obtenu selon le portefeuille d'investissement déposé auprès de la Banque ou les autres garanties fournies pour couvrir l'exposition.

#### 4.3.2. – Mesure de l'exposition au risque de crédit

Les informations sur le risque de crédit lié aux instruments financiers primaires sont publiées sur la base du montant comptable, après déduction des corrections de valeur. Les garanties reçues, qui limitent l'exposition au risque de crédit, ne sont pas prises en compte.

#### 4.3.3. – Concentration du risque de crédit

Les tableaux ci-dessous montrent la concentration du risque de crédit inhérent aux instruments financiers, pour les postes bilan et hors bilan, par zone géographique et secteur économique.

A la suite de la mise en œuvre du règlement (UE) 2019/876 (CRR2), la Banque calcule le risque de crédit à l'aide de l'approche standardisée concernant le risque de crédit de contrepartie (« Standardised Approach For Counterparty Credit Risk » – SA-CCR). L'une des principales incidences de cette nouvelle méthode de calcul est une meilleure comptabilisation des accords de couverture, de compensation et de garantie, qui se reflète dans les ventilations présentées ci-dessous.

##### Concentration du risque de crédit par zone géographique en % (2024)

Zone géographique	Crédits et avances et autres postes du bilan	Passifs éventuels	Instruments dérivés
Union européenne	31 %	24 %	21 %
Royaume-Uni et îles britanniques	4 %	1 %	4 %
Canada	1 %	0 %	0 %
Suisse	62 %	65 %	75 %
Proche-Orient	0 %	10 %	0 %
Asie	2 %	0 %	0 %
Caraïbes	0 %	0 %	0 %
Total	100 %	100 %	100 %

##### Concentration du risque de crédit par secteur économique en % (2024)

Secteur économique	Crédits et avances et autres postes du bilan	Passifs éventuels	Instruments dérivés
Banques centrales	11 %	0 %	0 %
Institutions financières	70 %	1 %	73 %
Secteur privé	19 %	99 %	27 %

Total	100 %	100 %	100 %
-------	-------	-------	-------

*Concentration du risque de crédit par zone géographique en % (2023)*

Zone géographique	Crédits et avances et autres postes du bilan	Passifs éventuels	Instruments dérivés
Union européenne	56 %	26 %	1 %
Royaume-Uni et îles britanniques	5 %	0 %	0 %
Canada	1 %	0 %	0 %
Suisse	29 %	64 %	98 %
Proche-Orient	0 %	10 %	0 %
Asie	5 %	0 %	1 %
Caraïbes	4 %	0 %	0 %
Total	100 %	100 %	100 %

*Concentration du risque de crédit par secteur économique en % (2023)*

Secteur économique	Crédits et avances et autres postes du bilan	Passifs éventuels	Instruments dérivés
Banques centrales	33 %	0 %	0 %
Institutions financières*	41 %	1 %	98 %
Secteur privé*	26 %	99 %	2 %
Total	100 %	100 %	100 %

\* Les chiffres comparatifs sur les passifs éventuels pour les institutions financières et le secteur privé ont été ajustés pour permettre une comparaison avec les chiffres 2024.

#### 4.4. – Risque de marché

La Banque est peu exposée au risque de marché. Il provient principalement de ses placements financiers qui sont destinés à être détenus jusqu'à leur échéance et qui sont donc comptabilisés au bilan à leur coût diminué des pertes de valeur, si cela est jugé nécessaire par le Conseil d'Administration.

#### 4.5. – Hiérarchie de la juste valeur des instruments financiers dérivés

A la suite de l'autorisation de la CSSF datée du 26 avril 2013, la Banque applique le régime comptable mixte (LUX GAAP avec « options IAS ») prévu par la circulaire CSSF 08/340, telle que modifiée, pour évaluer ses instruments financiers dérivés à la juste valeur par le compte de profits et pertes.

Les instruments financiers dérivés de la Banque mesurés à la juste valeur sont évalués à l'aide de cotations de marché ou de techniques d'évaluation fondées sur les données observables du marché.

Le tableau suivant analyse les instruments financiers dérivés comptabilisés à la juste valeur par méthode d'évaluation. Les différents niveaux sont définis comme suit :

- Niveau 1 : technique d'évaluation utilisant des cotations ou informations de marché pour des instruments identiques sur des marchés actifs auxquels la Banque peut accéder à la date d'évaluation ;
- Niveau 2 : technique d'évaluation utilisant des éléments autres que les cotations incluses dans le niveau 1 en tant qu'informations. Notamment :
  - cotations d'instruments financiers dérivés similaires sur des marchés actifs ;
  - cotations d'instruments financiers dérivés identiques ou similaires sur des marchés qui ne sont pas actifs ;
  - informations autres que les cotations qui sont observables pour les instruments financiers dérivés (taux d'intérêt, courbes de rendement, spreads de crédit, etc.) ;
- Niveau 3 : technique d'évaluation utilisant de nombreuses informations non observables – instruments financiers dérivés évalués à l'aide de techniques d'évaluation au titre desquelles une ou plusieurs informations importantes ne peuvent pas être observées.

Juste valeur des instruments financiers dérivés – 2024 (En euros.)	Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3		Total	
	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers
Instruments de taux	-	-	-	-	-	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-	-	-



Monnaies / Métaux précieux								
Contrats à terme	-	-	1'743'442	1'689'413	-	-	1'743'442	1'689'413
Swaps	-	-	6'924'369	3'678'468	-	-	6'924'369	3'678'468
Futures	-	-	-	-	-	-	-	-
Options (OTC*)	-	-	794'425	794'425	-	-	794'425	794'425
Titres de participation / Indices								
Futures	-	-	-	-	-	-	-	-
Options (exchange-traded)	5'437'330	5'437'330	-	-	-	-	5'437'330	5'437'330
Options (OTC*)	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	5'437'330	5'437'330	9'462'236	6'162'306	-	-	14'899'566	11'599'636

\* De gré à gré

Juste valeur des instruments financiers dérivés – 2023 (En euros.)	Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3		Total	
	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers
Instruments de taux								
Futures	-	-	-	-	-	-	-	-
Monnaies / Métaux précieux								
Contrats à terme	-	-	26'496'423	26'225'079	-	-	26'496'423	26'225'079
Swaps	-	-	3'689'283	1'821'333	-	-	3'689'283	1'821'333
Futures	-	-	-	-	-	-	-	-
Options (OTC*)	-	-	11'019	11'019	-	-	11'019	11'019
Titres de participation / Indices								
Futures	-	-	-	-	-	-	-	-
Options (exchange-traded)	2'469'672	2'469'672	-	-	-	-	2'469'672	2'469'672
Options (OTC*)	-	-	599'973	599'973	-	-	599'973	599'973
Total	2'469'672	2'469'672	30'796'698	28'657'404	-	-	33'266'370	31'127'076

\* De gré à gré

## 5. – Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux

Conformément aux exigences de la Banque centrale européenne, les banques centrales en Europe ont mis en place à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999 un système de réserves minimales obligatoires qui s'applique à tous les établissements de crédit. Les montants totaux déposés auprès des banques centrales des différents pays au 31 décembre 2024, incluant les réserves obligatoires de EUR 30'235'372 (2023 : EUR 19'269'931), sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

(En euros.)	2024	2023
Luxembourg	216'494'544	786'806'030
Belgique	6'499'621	6'499'621
France	1'773'790	1'773'790
Espagne	1'644'400	1'644'400
Total	226'412'355	796'723'841

Au 31 décembre 2023 et 2024, la Banque ne détient pas de liquidités en caisse.

## 6. – Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe et effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales

Valeurs mobilières cotées (En euros.)	2024	2023
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales	222'321'373	220'513'823
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	28'841'220	27'037'695
Total	251'162'593	247'551'518

Les valeurs mobilières à revenu fixe et les effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales sont comptabilisés comme suit :

(En euros.)	2024	2023
Portefeuille d'investissement	251'162'593	247'551'518

Les mouvements concernant ces valeurs mobilières sont présentés ci-dessous :

(En euros.)	Valeur des acquisitions	Agio	Disagio	Juste valeur	Intérêts courus
Solde d'ouverture	247'551'518	-	2'998'770	241'106'359	563'082
Acquisitions	-	-	-	-	-
Aliénations / Echéance	-	-	-	-	-
Amortissement inscrit au compte de profits et pertes	-	-	1'865'495	-	-
Variation nette des intérêts courus	-	-	-	-	6'960
Effet de change	3'611'075	-	5'645	3'338'865	-
Variation de la juste valeur	-	-	-	5'952'049	-
Solde final	251'162'593	-	4'869'910	250'397'273	570'042

Tous les placements à revenu fixe détenus par la Banque sont négociés sur un marché réglementé et liquide. La juste valeur correspond au prix du marché. Le Conseil d'administration estime que ces valeurs mobilières ne nécessitent pas de dépréciation au 31 décembre 2024.

## 7. – Opérations avec des entreprises liées

### 7.1. – Participations dans des entreprises liées

Au 31 décembre 2024, la Banque ne détient pas de parts dans des entreprises liées.

Le 26 avril 2024, la fusion transfrontalière de Lombard Odier Gestión (España) S.G.I.I.C, S.A.U. (la « Société absorbée » ou « LO Gestión ») avec la Banque (la « Société absorbante »), son unique actionnaire, est entrée en vigueur avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2024. Les actifs et passifs de la Société absorbée ont été transférés à la Société absorbante en vertu du régime de transfert universel. La fusion a été dûment effectuée dans le respect du droit espagnol et du droit luxembourgeois.

La fusion a généré un gain de EUR 1'663'225 qui a été comptabilisé dans le poste Autres produits d'exploitation (voir la note 20.3).

### 7.2. – Crédits et avances consentis à des entreprises liées et montants dus à ces dernières

Ces postes sont détaillés comme suit :

(En euros.)	2024	2023
Actif		
Crédits et avances consentis aux établissements de crédit	1'996'587'135	1'016'335'512
Passif		
Dettes envers des établissements de crédit*	1'705'994'866	1'438'573'689
Dettes envers la clientèle	2'722'025	9'103'865

\* Ce montant comprend les dépôts fiduciaires émanant de clients d'entreprises liées de EUR 1'704'117'258 (2023 : EUR 1'438'573'689).

## 8. – Actifs corporels

Tous les actifs corporels sont utilisés par la Banque dans le cadre de ses propres activités.

(En euros.)	2024	2023
Valeur brute au début de l'exercice	9'578'240	7'945'512
Acquisitions	2'987'347	1'669'935
Transfert relatif à la fusion avec LO Gestión	3'362	-
Aliénations	(16'931)	(40'072)
Effet de change	5'856	2'865
Valeur brute à la fin de l'exercice	12'557'874	9'578'240
Corrections cumulées de la valeur au début de l'exercice	(6'907'777)	(6'456'844)
Corrections de valeur	(710'137)	(490'113)
Corrections de valeur cumulées dans le cadre de la fusion avec LO Gestión	(560)	-

Corrections de valeur en lien avec les aliénations	16'931	40'072
Effet de change	(4'180)	(892)
Corrections cumulées de la valeur à la fin de l'exercice	(7'605'723)	(6'907'777)
Valeur comptable nette au début de l'exercice	2'670'463	1'488'668
Valeur brute nette à la fin de l'exercice	4'952'151	2'670'463

L'effet de change est lié à la réévaluation en euros de la valeur brute des immobilisations corporelles détenues par la succursale britannique, ainsi que la correction de la valeur de ces actifs.

#### 9. – Autres actifs

Les autres actifs se composent principalement des éléments suivants :

(En euros.)	2024	2023
Créances*	3'282'904	727'419
Impôts à recouvrer<	1'373'465	659'891
Autres	367'760	252'265
Total	5'024'129	1'639'575

\* Les chiffres comparatifs sur les créances ont été ajustés pour permettre une comparaison avec les chiffres 2024.

Les créances incluent les montants facturés aux clients en contrepartie des services fournis par la Banque, à hauteur de EUR 1'524'374 (2023 : EUR 516'513), ainsi que les créances sur d'autres entités du Groupe Lombard Odier, qui s'élèvent à EUR 1'713'177 (2023 :

EUR 2'054). Aucune créance n'est en souffrance. Les impôts à recouvrer se composent principalement des acomptes sur paiements fiscaux, dans le cadre des impôts à la source applicables aux clients, à hauteur de EUR 1'004'994 (2023 : EUR 596'888). Au 31 décembre 2024, le montant de la TVA récupérable comptabilisé en impôts à recouvrer est EUR 232'002 (2023 : EUR 0) et les autres acomptes sur impôt des sociétés s'élèvent à EUR 136'469 (2023 : EUR 30'080). Le montant indiqué sous « Autres » correspond aux cautions versées pour la location d'immeubles sur nos sites, à hauteur de EUR 301'428 (2023 : EUR 239'026).

#### 10. – Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation comprennent principalement ce qui suit :

(En euros.)	2024	2023
Intérêts courus	7'418'577	14'496'115
Revenu accumulé	9'082'630	6'668'634
- dont créances interentreprises	2'399'221	1'390'654
- dont disagio sur le portefeuille d'investissement	4'869'910	2'998'770
Acomptes*	238'597	216'374
Total	16'739'804	21'381'123

\* Les chiffres comparatifs sur les acomptes ont été ajustés pour permettre une comparaison avec les chiffres 2024.

La baisse des intérêts courus est imputable à la baisse des taux d'intérêt et à une augmentation des balances placées dans des produits monétaires rapportant des intérêts mensuels. Les intérêts courus se composent des intérêts sur les dépôts à terme fixe envers des établissements de crédit d'un montant de EUR 2'858'690 (2023 : EUR 8'278'739), sur les crédits à la clientèle de EUR 3'989'845 (2023 : EUR 5'654'294) et sur le portefeuille d'investissement de EUR 570'042 (2023 : EUR 563'082).

#### 11. – Autres passifs

Les autres passifs se composent principalement des éléments suivants :

(En euros.)	2024	2023
Impôts à acquitter	10'057'706	7'967'711

Dettes à payer	675'278	1'166'393
Autres	2'269'703	2'178'476
<b>Total</b>	<b>13'002'687</b>	<b>11'312'580</b>

Les impôts à acquitter se composent principalement des impôts à la source, des charges sociales et de la TVA à acquitter. Les dettes à payer se composent principalement des dettes en relation avec les vendeurs externes dans tous les sites d'un montant de EUR 668'160 (2023 : EUR 1'050'751), ainsi que des dettes interentreprises envers des entités du Groupe Lombard Odier, qui s'élèvent à EUR 7'111 (2023 : EUR 115'610). Le montant indiqué sous « Autres » se compose principalement de composantes de rémunération à acquitter.

## 12. – Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation se composent principalement des éléments suivants :

<b>(En euros.)</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Intérêts courus	10'291'649	4'818'986
Charges à payer	2'449'448	1'915'489
- dont dettes interentreprises	1'884'034	1'556'629
Provision pour frais généraux	3'059'621	2'358'071
Autres	-	115'556
<b>Total</b>	<b>15'800'718</b>	<b>9'208'102</b>

La hausse des intérêts courus est due à l'augmentation des dépôts fiduciaires émanant de clients d'autres entités du Groupe et des dépôts à terme des clients de la Banque.

## 13. – Provisions

Les provisions pour impôts se composent de l'impôt sur les sociétés à acquitter, net des acomptes. Les autres provisions se composent principalement de la provision pour les rémunérations variables.

## 14. – Capital souscrit

Au 31 décembre 2024, le capital total souscrit de la Banque s'élève à EUR 40'000'000, représenté par 400'000 actions ordinaires d'une valeur nominale de EUR 100.

## 15. – Réserve de prime d'émission

La réserve de prime d'émission représente la prime d'émission résultant des mises de fonds en nature en rapport avec les fusions transfrontalières. Des liquidités ont par ailleurs été transférées dans la prime d'émission en lien avec des apports en capital effectués par l'actionnaire. L'actionnaire a décidé, lors de l'Assemblée générale du 26 avril 2023, de compenser le solde négatif du résultat reporté avec une partie de la réserve de prime d'émission.

## 16. – Réserves

Conformément au droit luxembourgeois, la Banque doit allouer à une réserve légale un montant équivalent à au moins 5 % du bénéfice net annuel jusqu'à ce que cette réserve soit égale à 10 % du capital souscrit. Cette allocation doit être effectuée au cours de l'exercice suivant. La réserve légale ne peut pas être distribuée.

Au 31 décembre 2024, les réserves comprennent également un montant de EUR 5'650'000 (2023 : EUR 2'250'000) lié à la création d'une réserve non distribuable égale à cinq fois l'impôt sur la fortune pour les exercices 2024 et 2023. Cette réserve doit être maintenue dans les comptes annuels au cours des cinq années suivant l'exercice au cours duquel la réduction de l'impôt sur la fortune a été générée afin de bénéficier de la réduction de l'impôt sur la fortune pour l'exercice concerné.

## 17. – Variations des capitaux propres

Les variations des capitaux propres de la Banque sont résumées ci-dessous :

(En euros.)	Capital souscrit	Réserve de prime d'émission	Réserves			Report de résultat	Bénéfice de l'exercice	Total
			Réserves légales	Réserve impôt sur la fortune	Réserve totale			
Solde au 31 décembre 2023	40'000'000	52'125'481	4'000'000	2'250'000	6'250'000	8'246'363	23'110'994	129'732'838
Répartition du résultat de l'exercice précédent	-	-	-	-	-	-	(23'110'994)	(23'110'994)
- transfert vers le résultat reporté et les réserves	-	-	-	3'400'000	3'400'000	19'710'994	-	23'110'994
Apport en capital de LO Holding S.A.	-	10'000'000	-	-	-	-	-	10'000'000
Bénéfice de l'exercice	-	-	-	-	-	-	12'922'609	12'922'609
Solde au 31 décembre 2024	40'000'000	62'125'481	4'000'000	5'650'000	9'650'000	27'957'357	12'922'609	152'655'447

L'actionnaire LO Holding S.A. a procédé à un apport en mars 2024 pour un montant de EUR 10 millions.

La Banque présente les résultats et réserves non distribuables suivants, en application du règlement CSSF n° 14-02 relatif à la détermination des résultats et des réserves distribuables des établissements de crédit en cas d'évaluation à la juste valeur dans les comptes statutaires.

(En euros.)	Réserves légales	Réserve impôt sur la fortune	Report de résultat	Bénéfice de l'exercice	Total
Solde au 31 décembre 2024	4'000'000	5'650'000	27'957'357	12'922'609	50'529'966
Dont non distribuable	4'000'000	5'650'000	-	209'677	9'859'677

(En euros.)	Réserves légales	Réserve impôt sur la fortune	Report de résultat	Bénéfice de l'exercice	Total
Solde au 31 décembre 2023	4'000'000	2'250'000	8'246'363	23'110'994	37'607'357
Dont non distribuable	4'000'000	2'250'000	-	22'343	6'272'343

#### 18. – Positions en monnaies étrangères

La Banque détient les positions suivantes en monnaies étrangères au 31 décembre 2024 :

Montants libellés dans une monnaie étrangère 2024 (En euros.)	Actif	Passif
CAD	2'265'448	2'171'694
CHF	277'713'409	168'730'860
GBP	165'506'132	166'799'106
JPY	2'935'662	2'783'927
NOK	1'172'200	1'122'994
SEK	2'268'582	2'157'661
USD	1'323'242'749	1'431'890'139
Autres monnaies	9'448'108	8'917'478
Total	1'784'552'290	1'784'573'859

La Banque détient les positions suivantes en monnaies étrangères au 31 décembre 2023 :

Montants libellés dans une monnaie étrangère 2023 (En euros.)	Actif	Passif
CAD	1'764'598	1'672'537
CHF	329'761'845	415'702'804
GBP	200'653'607	200'282'967
JPY	4'536'416	4'475'616
NOK	858'872	798'662
SEK	1'005'785	902'811
USD	533'114'230	861'494'058
Autres monnaies	5'818'037	5'342'858
Total	1'077'513'390	1'490'672'313

Les positions restantes en actifs et passifs sont détenues en EUR.

## 19. – Passifs éventuels, engagements et services de gestion et de fiducie

**19.1. – Passifs éventuels**

Au 31 décembre 2024, les passifs éventuels comptabilisés hors bilan comprennent :

	< 1 an	1 à 5 ans	5 à 10 ans	Total
Garanties émises	9'408'257	5'800'500	21'892'309	37'101'066
Dont :				
- avec des parties liées	-	-	-	-
Total	9'408'257	5'800'500	21'892'309	37'101'066

Au 31 décembre 2023, les passifs éventuels comptabilisés hors bilan comprennent :

	< 1 an	1 à 5 ans	5 à 10 ans	Total
Garanties émises	2'799'006	9'134'314	25'961'905	37'895'225
Dont :				
- avec des parties liées	-	-	-	-
Total	2'799'006	9'134'314	25'961'905	37'895'225

**19.2. – Autres engagements non comptabilisés hors bilan**

La Banque, au 31 décembre 2024, présente les autres engagements suivants qui ne sont pas comptabilisés hors bilan :

	< 1 an	1 à 5 ans	5 à 10 ans	Total
Engagements correspondant aux loyers payés pour les immeubles	2'982'576	14'045'592	9'365'387	26'393'555
Engagements correspondant aux paiements du contrat de bail	604'317	800'547	-	1'404'864
Total	3'586'893	14'846'139	9'365'387	27'798'419

La Banque, au 31 décembre 2023, présente les autres engagements suivants qui ne sont pas comptabilisés hors bilan :

	< 1 an	1 à 5 ans	5 à 10 ans	Total
Engagements correspondant aux loyers payés pour les immeubles	3'874'367	5'455'060	1'051'925	10'381'352
Engagements correspondant aux paiements du contrat de bail	600'964	668'069	-	1'269'033
Total	4'475'331	6'123'129	1'051'925	11'650'385

La Banque a des engagements correspondant aux loyers payés pour les immeubles avec des parties liées, pour un montant de EUR 2'469'082 (2023 : EUR 2'147'474).

**19.3. – Services de gestion et de fiducie**

La Banque a fourni les services de gestion suivants à des tiers au cours de l'exercice :

- gestion et conseil en placement ;
- services d'administration des valeurs mobilières ;
- opérations fiduciaires.

## 20. – Compte de profits et pertes

**20.1. – Répartition des produits des intérêts et des commissions nets perçus par marché géographique**

(En euros.)	2024	2023
Luxembourg	26'935'064	36'127'725
Belgique	18'552'204	19'861'996
Espagne	12'396'614	8'467'811
France	20'198'652	18'368'873
Royaume-Uni	17'559'509	18'451'130
Italie	2'078'488	1'588'079
Total	97'720'531	102'865'614

## 20.2. – Bénéfice net ou perte nette sur les opérations financières

Le résultat net sur les opérations financières se compose principalement des résultats des positions en swaps de change initiées par la Banque à des fins de gestion de la trésorerie et du bilan.

## 20.3. – Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation sont analysés comme suit :

(En euros.)	2024	2023
Produits correspondant aux services fournis aux entités du Groupe	3'190'825	2'703'994
Produits correspondant à la fusion transfrontalière avec LO Gestión	1'663'225	-
Autres	1'709'752	297'855
Total	6'563'802	3'001'849

En 2024 et 2023, les produits correspondant aux services fournis aux entités du Groupe concernent principalement la refacturation des charges de personnel et des autres frais administratifs.

## 20.4. – Autres frais administratifs

Les autres frais administratifs se composent de la manière suivante :

(En euros.)	2024	2023
Immeubles	7'218'957	5'268'399
Frais de bureau	180'699	208'396
Autres frais administratifs*	17'471'871	15'913'139
Total	24'871'527	21'389'934

\* Les chiffres comparatifs sur les autres frais administratifs ont été ajustés pour permettre une comparaison avec les chiffres 2024.

Les autres frais administratifs se composent principalement des frais d'audit et de conseil d'un montant de EUR 3'457'860 (2023 : EUR 3'711'506), des coûts de services refacturés par les entités du Groupe Lombard Odier pour un montant de EUR 8'313'408 (2023 : EUR 5'945'793), des frais liés à la licence bancaire pour EUR 669'602 (2023 : EUR 1'768'775), dont les contributions au Fonds de garantie des dépôts pour EUR 0 (2023 : 173'098) et la contribution de la Banque au Fonds de résolution Luxembourg pour EUR 0 (2023 : EUR 1'056'607), des frais d'adhésion, de marketing et de relations publiques pour EUR 1'566'108 (2023 : EUR 1'115'006), des fournitures de bureau et télécommunications pour EUR 620'345 (2023 : EUR 465'541), des frais de voyage et de représentation pour EUR 1'125'217 (2023 : EUR 1'117'631), des assurances pour EUR 585'119 (2023 : EUR 520'606) et des informations financières pour EUR 652'905 (2023 : EUR 541'738).

## 20.5. – Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels sont principalement liés à des erreurs opérationnelles.

## 21. – Informations relatives aux employés et à la Direction

### 21.1. – Effectifs

Le nombre moyen d'employés au cours de l'exercice financier est détaillé ci-dessous :

	2024	2023
Haute direction	10	10
Responsables	130	115
Employés	84	85
Total	224	210

Au 31 décembre 2024, les effectifs s'élèvent à 223 (31 décembre 2023 : 223).

## 21.2. – Membres des organes d'administration, de direction et de supervision

Les engagements au titre des rémunérations et des pensions versées aux membres de la Direction autorisée en fonction au cours de l'exercice sont les suivants : rémunération pour un montant de EUR 1'785'723 (2023 : EUR 1'792'423) et pensions pour un montant de EUR 157'657 (2023 : EUR 172'872).

Aucun crédit et aucune avance, ni aucune garantie n'ont été consentis aux membres du Conseil d'administration ou de la Direction autorisée.

## 22. – Honoraires versés au réviseur

Le montant total des honoraires accumulés et payés par la Banque au réviseur externe (hors TVA) est présenté ci-dessous :

(En euros.)	2024	2023
Audit légal	398'858	397'442
- dont PwC Luxembourg	321'246	323'361
Services liés à l'audit	194'360	202'250
- dont PwC Luxembourg	62'801	61'269
Services non liés à l'audit	-	22'500
- dont PwC Luxembourg	-	22'500
Total	593'218	622'192

## 23. – Impôt sur le résultat

La Banque est redevable de l'impôt sur les sociétés dans les pays où elle exerce ses activités. Le siège principal au Luxembourg et sa succursale de Belgique ont une assiette fiscale pour laquelle EUR 6'295'813 (2023 : EUR 7'391'914) d'impôt courant et différé sur les sociétés ont été enregistrés.

La législation Pilier Deux a fait l'objet d'une adoption dans les juridictions où la Banque exerce ses activités par l'intermédiaire de son siège et de ses succursales. Cette législation s'applique à la Banque depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024. La Banque est une Entité constitutive soumise à la loi Pilier Deux au Luxembourg du fait de son appartenance à un Groupe multinational conformément aux règles globales anti-érosion de la base d'imposition (Pilier Deux) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans la mesure où son chiffre d'affaires consolidé est supérieur à EUR 750 millions. La Banque a effectué une estimation de son exposition à l'impôt sur les bénéfices selon Pilier Deux pour l'exercice 2024. Cette évaluation a été réalisée sur la base des déclarations fiscales, de la déclaration pays-par-pays ainsi que des états financiers les plus récents. Il ressort de cette évaluation que dans les juridictions dans lesquelles la Banque exerce ses activités par l'intermédiaire de son siège et de ses succursales, les taux effectifs d'imposition selon Pilier Deux sont supérieurs à 15 % ou, alternativement, que les tests transitoires de protection « safe harbour » sont satisfaits. Par conséquent, la Banque n'est pas assujettie à un impôt complémentaire dans ces juridictions.

La Banque, par l'intermédiaire de certaines de ses succursales, dispose des pertes fiscales reportables susceptibles d'être imputées sur de futurs bénéfices imposables. La Direction de la Banque estime que ces pertes fiscales reportables s'élèvent à EUR 142'985'676\* au 31 décembre 2024 (2023 : EUR 136'387'443). Conformément au standard comptable applicable à la Banque, elle n'a pas enregistré d'actifs d'impôts différés au titre de ces pertes.

\* Ce montant est susceptible de varier légèrement en fonction des déclarations fiscales relatives à l'exercice 2024, qui seront déposées en 2025.

## 24. – Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus

Les autres impôts incluent, entre autres, la TVA non récupérable, les taxes professionnelles et les taxes foncières.



## 25. – Contributions aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs

La loi relative aux mesures de résolution, de redressement et de liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ainsi qu'aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs (la « Loi ») a été approuvée le 18 décembre 2015. La Loi transpose dans le droit luxembourgeois deux directives européennes : la directive 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et la directive 2014/49/UE relative aux systèmes de garantie des dépôts.

La Loi remplace l'ancien système de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs (« Association pour la Garantie des Dépôts, Luxembourg » – AGDL) en introduisant un système fondé sur les contributions (« Fonds de Garantie des Dépôts Luxembourg » – FGDL). Pour chaque déposant d'un établissement de crédit luxembourgeois (y compris ses succursales implantées dans d'autres pays de l'UE)\*, le système couvre les dépôts admissibles jusqu'à EUR 100'000 et les investissements jusqu'à EUR 20'000.

La Loi stipule également que les dépôts qui résultent de transactions spécifiques ou qui remplissent un objectif social ou sont liés à des événements particuliers de la vie sont protégés au-delà de EUR 100'000 pour une période de douze mois. Le niveau cible du FGDL est fixé à 0,8 % du montant des dépôts garantis des établissements de crédit concernés, comme stipulé à l'article 179 de la Loi, et a été atteint grâce aux contributions annuelles fin 2021.

Depuis cette date et pour une période de 8 ans, les établissements de crédit luxembourgeois ont poursuivi leurs contributions de sorte à constituer un coussin supplémentaire de 0,8 % des dépôts garantis, comme stipulé à l'article 180 de la Loi.

La banque n'a pas versé de contribution au FGDL au cours de l'exercice se clôturant au 31 décembre 2024.

Le système de garantie des dépôts est complété au niveau européen par le Fonds de résolution unique (« FRU »), représenté au niveau luxembourgeois par le Fonds de Résolution Luxembourg (« FRL »).

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, les fonds de résolution nationaux ont été fusionnés au sein du FRU.

Le montant provisionné du SRF doit atteindre au moins 1 % des dépôts garantis, tels que définis à l'article 1, alinéa 36, de la Loi, de tous les établissements de crédit agréés dans tous les Etats membres participants. Ce montant a été collecté auprès des établissements de crédit au moyen de contributions annuelles versées entre 2015 et 2023.

Au début 2025, le Conseil de résolution unique (« CRU ») a vérifié si les moyens financiers à la disposition du FRU avaient atteint au moins 1 % des dépôts garantis, tels que définis ci-dessus. Le 11 février 2025, le CRU a annoncé que le niveau du FRU restait atteint à la fin 2024. En conséquence, sauf en cas de besoin, aucune contribution annuelle ne devrait être collectée jusqu'à la prochaine date de vérification, qui devrait intervenir au début 2026.

\* Les dépôts effectués auprès d'une succursale d'un établissement de crédit agréée au Royaume-Uni sont garantis par le système britannique « Deposit Guarantee Scheme », géré par le Financial Services Compensation Scheme avec des mécanismes d'indemnisation spécifiques.

## 26. – Rendement des actifs

Le rendement des actifs de la Banque pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2024 s'élève à 0,41 % (2023 : 0,85 %). Le rendement des actifs correspond au résultat net divisé par le total du bilan.

## 27. – Evénements postérieurs à la clôture

Il n'existe aucun événement postérieur à la clôture nécessitant un ajustement ou une communication dans les comptes annuels au 31 décembre 2024.

## V. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion du Conseil d'administration est disponible à l'adresse de la succursale française : 8, rue Royale – 75008 Paris.

Ce rapport est publié en français et en anglais.

### **Information importante**

Ce rapport concerne toutes les entités de Lombard Odier (Europe) S.A. (« Lombard Odier »). Il n'est pas destiné à être distribué, publié ou utilisé dans une juridiction où une telle distribution, publication ou utilisation serait interdite, et ne s'adresse pas aux personnes ou entités auxquelles il serait illégal d'adresser un tel rapport.

Etats-Unis : ni ce document ni aucune copie de ce dernier ne peuvent être envoyés, emmenés ou distribués aux Etats-Unis ou remis à une US-Person.

Le présent rapport ne peut être reproduit (en totalité ou en partie), transmis, modifié ou utilisé à des fins publiques ou commerciales sans l'autorisation écrite et préalable de Lombard Odier.

Protection des données : en tant que destinataire de cette communication, veuillez noter que nous traitons vos données personnelles, notamment potentiellement à des fins de marketing direct. Si vous souhaitez vous opposer à ce traitement, veuillez vous adresser au responsable de la protection des données du Groupe : Banque Lombard Odier & Cie SA, Group Data Protection Officer, 11, Rue de la Corraterie, 1204 Genève, Suisse. E-mail : [group-dataprotection@lombardodier.com](mailto:group-dataprotection@lombardodier.com). Pour de plus amples informations sur la politique de protection des données de Lombard Odier, veuillez consulter le site Internet [www.lombardodier.com/fr/privacy-policy](http://www.lombardodier.com/fr/privacy-policy).

Publication avril 2025.

© 2025 Lombard Odier (Europe) S.A. – tous droits réservés. Réf. LOESA-FI-fr-012025.